

Tenter de se retrouver cinquante ans en arrière équivaut à faire un grand saut dans le passé pour revivre sa jeunesse. L'effort mental est ardu car cette période estudiantine recèle d'intenses émotions, de profondes aspirations, des rêves sans doute fous mais combien passionnants et autant de défis jalonnant un parcours vers l'avenir que j'ambitionnais de relever avec enthousiasme et optimisme. Les quelques mois d'août 1971 à février 1972 ont eu un impact profond sur mes convictions actuelles et ont conditionné les dimensions de ma personnalité de femme tunisienne.

- Korba et son prologue – Août 1971

Le 18ème Congrès de l'Union générale des étudiants tunisiens de 1971 tenu à Korba, brutalement interrompu par le pouvoir, a démontré aussi bien la détermination des étudiants que l'autocratie du pouvoir politique, et cela s'est confirmé en février 1972.

Cette interruption en pleine nuit a été motivée par la certitude que la « gauche » allait prendre la direction du bureau syndical inféodé au Parti socialiste destourien (PSD) depuis sa création au début des années 1950, et ce en raison de la forte représentativité des congressistes « démocrates ».

Je faisais partie des congressistes en tant que déléguée de la section de Langue et littérature française de la Faculté des Lettres du boulevard du 9 avril 1948. J'avais 20 ans. Il me semblait qu'être étudiante impliquait logiquement la participation active à la vie de l'université et plus largement m'autorisait à m'intégrer pleinement dans la vie sociale.

C'est que, être étudiante dans la Tunisie de l'époque, indépendante depuis une quinzaine d'années, n'était pas sans irradier ce sentiment d'indépendance au niveau de mon comportement de jeune fille dans le sens d'une ambition assumée pour contribuer au développement du pays et accomplir l'épanouissement individuel.

C'est d'ailleurs grâce à une revendication syndicale que les étudiants de la section des Langue et littérature françaises ont pu bénéficier de cours d'arabe littéraire, langue dont ils ont été privés durant leur parcours scolaire entaché par l'héritage francophone colonial.

A la faculté j'assistais souvent aux autres cours, surtout d'histoire, de sociologie et d'anglais, car j'ai suivi les cours de français uniquement afin de bénéficier de la bourse d'études qui me procurait une autonomie financière. Et c'est ainsi que, étant d'une banlieue estivale de Tunis, je me suis fait de nombreux camarades de diverses autres régions et que j'ai pu participer aux fréquentes excursions et enquêtes organisées par les sociologues dans les cités populaires naissantes aux alentours de la capitale, dans les oasis et les mines du Sud ou à l'intérieur du pays.

Sur un autre plan, ayant un frère et une sœur déjà à l'université, j'étais au fait des manifestations estudiantines de 1968, de la répression et du procès des perspectivistes, ma sœur aînée m'emmenait souvent avec elle au club des étudiants et j'étais béate d'admiration devant leur culture et leur bravoure.

En fait, dès le premier cycle universitaire, le vocabulaire s'enrichit rapidement grâce aux discours reflétant les diverses idéologies et tendances qui se clarifient tout en permettant aux jeunes de comprendre, de se situer et de choisir leur camp en toute conscience et liberté. Des termes tels que « Conservateur de droite », « simple démocrate », « révisionniste », maoïste, « destourien »,

« marxiste-léniniste », « trotskyste », « aristo », « réactionnaire », « gauchiste », « nationaliste arabe », « petit bourgeois », « perspectiviste » ... pas encore d'intégrisme religieux, cette mouvance était encore en gestation, sans doute du fait que l'islam des villes et l'islam des campagnes n'avaient pas encore trouvé le point de jonction qui élargira sa base et augmentera ses troupes.

En outre, il faut reconnaître que le secteur culturel complétait avec bonheur et harmonie le secteur éducatif grâce aux expositions de peinture, ciné clubs ou journées cinématographiques, représentations théâtrales sans compter les nombreuses conférences suivies de débats dans les maisons de la culture, qui alimentaient l'esprit d'ouverture, l'esprit critique, l'échange d'informations et favorisaient le rapprochement entre jeunes issus des différentes régions du pays. Ainsi, on lisait beaucoup, on étudiait assidument, on sortait beaucoup, tout était sujet à débats, échanges et discussions, un film, un concept, une région, une date, etc. Avoir une carte de lecteur dans les bibliothèques et les fréquenter était une évidence, lire les journaux et écouter les infos, assister aux spectacles des chanteurs et troupes engagés, lire ou écouter les poètes engagés de Tunisie, des pays arabes ou ailleurs étanchait notre soif d'expression et nous comblait de plaisir.

Et pourtant, à chaque journal télévisé de 20 heures, un seul homme, toujours le même, nous rappelait à coup de directives que lui seul avait le droit de penser et de dicter sa vision, un seul parti avait le droit de nous gouverner et de gérer le pouvoir exécutif, législatif et juridique. Dans la presse écrite, les mêmes informations à la une, un seul son de cloche, un seul programme, une même empreinte de plus en plus pesante, le même discours suranné, la même étroitesse de vue qui limitaient notre horizon.

Nos grèves et manifestations de solidarité avec les mineurs, les ouvriers, les employés de différents secteurs étaient violemment réprimées. Nous étions conscients et convaincus que le néocolonialisme français et l'impérialisme américain pesaient sur notre système économique et sur nos choix politiques. Nos regards se portaient vers l'Algérie de Ben Bella et Boumedienne, la Libye de Kaddafi, l'Egypte de Nasser, l'Afrique de Mandela, et l'Amérique Latine du Che. Mais surtout vers la Palestine à travers la bravoure de ses résistants et la poésie de son élite en exil. Rogers se souvient sans doute de la foule révoltée qui a hué sa visite en Tunisie. Si Rogers a oublié, mon camarade Laroussi Amri se souvient certainement de notre cachette pour fuir les matraques des BOP puis l'escalade du muret séparant la Fac de la Sebkha de Gorjani que nous avons escaladé après de longues heures d'attente. Nous étions tiraillés par la soif et la faim, mais non disposés du tout à manger du bâton, surtout pas celui des *barbouzes* (souvent enrôlés parmi les dockers du port de La Goulette) que le ministère de l'intérieur appelait à la rescousse et pour qui les étudiants ne sont que des enfants gâtés qui méritent une bonne correction.

Bref, selon le pouvoir, les jeunes étudiants devaient simplement être reconnaissants au Combattant suprême, au Père de la Nation, quasiment son seul propriétaire qui obstruait nos frontières mentales contre les idées importées, en particulier les idéologies de la gauche. Nous n'étions pas encore mûrs pour la démocratie car le développement du pays exige de travailler bouche cousue, sans réfléchir et sans rechigner. Bref, en Tunisie devait régner le Bourguibisme bien que ce vocable soit allègrement galvaudé quels que soient les aléas du libéralisme naissant suite à l'échec du socialisme mis en application dans les coopératives agricoles en 1969.

Pour notre part, accepter d'être asservis en échange de diverses « faveurs » telles que gratuité de l'enseignement et la bourse universitaire est tout simplement synonyme de négation de soi. En effet, nous pensions avoir notre mot à dire et nous le revendiquions lors de la prise de parole dans les AG, les débats, les conférences, même pendant les cours, partout. Car en réalité, il s'agit d'un tout qui mêle espoir et optimisme dans la réalisation de soi. Avoir son avis, s'exprimer de manière objective et

agir librement de manière réfléchie, cela était vécu de manière identique par les camarades de la même génération malgré les différences régionales et de genre, et constituait les bases de notre respect réciproque, de notre solidarité et de l'affirmation de soi. De fait, les assemblées générales étaient très fréquentes sur divers sujets relatifs aux conditions – et tensions – économiques et sociales qui nous mobilisaient, et aux changements des choix politiques où la transparence était la grande absente. Les échanges d'informations, le plus souvent issues de déductions et de recoupements, ou provenant de sources informelles, et les débats se poursuivaient au restaurant universitaire ou dans les cafés et espaces culturels du centre-ville aux abords de la très animée Avenue Habib Bourguiba.

Dans ma relation avec les garçons, j'avais une perception de moi-même que je souhaitais voir se refléter dans le regard de l'autre. Aucun mérite d'être belle et jeune, aucune mise en valeur des « atouts » féminins. Je portai souvent la même tenue vestimentaire que les garçons, jean, blouson militaire kaki avec plein de poches pour éviter le gênant sac à main, une large chemise pendante à grands carreaux, des socquettes, bottes à talon plat ou espadrilles. Aucun bijou, en métal précieux ou en toc, dans le cou, les oreilles ou les doigts, aucun produit superflu sur la peau, les yeux ou les lèvres, aucun chignon, pas de teinture, seules de longues tresses sur cheveux naturels tenues pas des élastiques, et surtout un sourire quasi permanent, manifeste de joie de vivre et preuve de franche camaraderie envers toutes et tous. C'est ainsi que j'ai participé sereinement aux nombreuses réunions très tardives de l'UGET dans le local de la rue Gamel Abdennasser sans avoir jamais été inquiétée ou draguée. Merci Noureddine Belhiba qui fut un frère à cette époque et qui l'est encore.

Juste une remarque concernant la sensation d'être surveillé, suivi, écouté qui était plus ou moins répandue parmi les étudiants, surtout les plus actifs. Cette « flicomanie », sans doute justifiée, avait chez moi une autre dimension, mon père travaillait au Ministère de l'intérieur au service des passeports, j'étais donc -heureusement à mon insu- flic en puissance. Mais jamais aucun camarade ne m'a fait sentir qu'il éprouvait de la méfiance à mon égard, d'où mon estime et mon amitié sincère envers chacun. C'est sans doute tout cela qui les a poussés à m'élire afin de les représenter au congrès de Korba.

Mon souvenir du congrès au lycée de Korba a gardé le sentiment que quelque chose se tramait en dehors de toutes les réunions et de toutes les motions qui se tenaient et qui se préparaient sur place. Les « destouriens » étaient sur les nerfs et certains à la limite de la provocation, et même de mépris envers les femmes. J'ai personnellement vécu une tentative d'agression mais un camarade, Abdelkarim Gabous, bien frêle par rapport à l'autre, s'est interposé. En fait nous, femmes de gauche, avions très mauvaise réputation. Je me souviens très bien de mon agresseur car je l'ai revu plusieurs fois dans les journaux télévisés trônant en tant que député.

Bref, lors de la dernière réunion juste avant les élections du bureau exécutif, l'électricité a été coupée, nous avons été délogés *manu militari* et embarqués dans des bus pour être expédiés sur Tunis. J'ai vécu l'avortement du congrès de Korba comme l'étouffement d'un premier souffle de liberté d'opinion par le pouvoir politique, le PSD, pour maintenir sa main mise sur toutes les structures de la société et dans tous les secteurs.

- Le Campus universitaire El Manar et son épilogue – Février 1972

Forts de leur droit à jouir d'une structure syndicale représentative, les étudiants ont entrepris de tenir un congrès extraordinaire en février 1972 au Campus universitaire de Tunis qui fut à son tour réprimé au troisième jour de sa tenue et suivi par une large vague d'arrestations.

Dès la rentrée, nous avons en effet décidé d'organiser ce congrès sur la base d'une pétition qui a largement circulé. De fait, le 2 février des commissions sur divers aspects de la vie estudiantine, économique et politique et sur la représentativité de l'UGET ont fleuri sur le parc du Campus. La tribune se situait au balcon du premier étage du bâtiment et dominait tous les groupes de discussion. Le 5 février, en fin de matinée, une nuée de brigades d'ordre public (BOP) est arrivée, nous étions face à face, et soudain une première bombe lacrymogène a ciblé les étudiants du balcon suivie par de nombreuses autres et des coups de matraques. Nous nous sommes éparpillés et j'ai pu m'enfuir avec Leila Ben Temimeet Moncef Chebbi. Nous sommes rapidement parvenus au bidonville de Jebellahmar où les familles nous ont abrités, nourris et soutenus. J'ai même eut droit à un massage car je m'étais foulée la cheville en gambadant dans les fossés. Puis j'ai pu rejoindre mon domicile au 3^{ème} étage d'un immeuble du centre-ville. Au rez-de-chaussée, deux hommes mangeaient des casses croûtes assis sur les escaliers. Je n'ai pas tardé à ressortir avec un couffin pour quelques courses, c'est alors que ces deux gaillards m'ont poussée dans une voiture garée juste en face du portail de l'immeuble. Heureusement que l'un d'entre eux a fait preuve de bravoure, devant mon insistance il a en effet accepté d'appeler mon mari à qui j'ai donné l'argent et le couffin et qui a pu ainsi voir que j'ai été arrêtée. Le parcours jusqu'au ministère de l'intérieur fut animé par une quasi bagarre entre les deux hommes où l'un reprochait à l'autre d'avoir averti mon mari.

Au ministère, l'accueil se voulait choquant, plusieurs messieurs gueulaient en m'accusant de vouloir renverser le régime et d'être à la solde de l'étranger, en des termes au summum inverse de la décence et de la politesse. La détention n'a duré que quinze jours sans poursuites judiciaires mais avec des interrogatoires nocturnes dans les sous-sols. Je ne me souviens d'aucune question en particulier tant elles portaient toutes sur des banalités et des évidences, ils savaient tout sur tout et de plus nous avions tout dit et fait à visage découvert et pas dans la clandestinité. Je n'ai été ni battue ni torturée, mais j'ai vu le sang et les blessures de mes camarades, j'ai senti les odeurs et j'ai entendu cris et gémissements. Un soir, un flic m'a réveillée pour me conduire je ne sais où dans les dédales du ministère de l'intérieur, des pièces obscures aux portes ouvertes longeaient les longs et étroits couloirs, en passant devant l'une d'entre elles, j'ai entendu une voix me souffler « courage ! » j'ai à peine eu le temps de voir le visage tuméfié et méconnaissable d'un jeune homme, j'ai su après que c'était Noureddine Ben Kheder du groupe Perspective auquel appartenait aussi mon mari Moncef Zghidi, ancien détenu politique.

Au bout de quelques jours un flic m'a dit que j'allais être libre, arrivés à la sortie, il me fait faire demi-tour pour me dire qu'il a changé d'avis et nous sommes remontés. Bien futile torture morale qui m'a revigorée pour revenir dans ma solitude, sur le matelas en mousse posé à même le sol dans un petit bureau au deuxième ou troisième étage afin de partager et de compatir encore aux souffrances de mon camarade d'en face **Mohamed ou Frej Ben Romdhane** (désolée je suis pas sûre du nom, il avait un bureau d'études) qui pouvait à peine tenir debout tant la « felka » lui avait écorché la plante des pieds. Je le voyais régulièrement transporté et ramené des interrogatoires en grimaçant de souffrance et de douleur. Certains jeunes flics en uniforme chargés de notre surveillance m'ont confié qu'ils étaient engagés dans la police pour éviter d'effectuer le service militaire, nombreux sont ceux qui le disaient avec regret : « mon père a deux fils et un salaud (*tahan*), le *tahan* c'est moi. »

Les Facultés des Lettres et de Droit et sciences économiques furent fermées suite à une décision du Conseil des Ministres jusqu'en septembre, mais elles rouvrirent le 16 avril par décision présidentielle, entre temps, les lycéens prirent le relais des manifestations contre le régime et cela eut pour effet davantage d'arrestations.

Dès lors, la main de fer du pouvoir nous autorisait sans aucun doute à le qualifier de dictature et l'unique alternative était, soit maintenir le même comportement pacifiste à son égard, soit prôner la violence pour le contrer.

Après le retour à la Fac et à la réalité, découvertes d'intrus, de collabos, de traîtres, fuite et exil de militants, procès politiques, renvois de l'université, entrée dans la clandestinité comme Aicha Guellouz, Hama Hammami, Mohamed Kilani, et d'autres, privations de passeports, résidence surveillée, accroissement de la flicomanie et surtout radicalisation de plusieurs membres adhérents de toutes les tendances, prélude aux dissociations et aux appellations des groupuscules, même distinctes par un seul article.

Tout cela a renforcé ma détermination à m'opposer à la dictature mais de n'appartenir à aucun parti ou groupe politique tout en demeurant dans le large spectre de la gauche et de la démocratie, ouverte à toutes les idées qui me semblent compatibles avec les notions de justice, de tolérance et de liberté quel que soit le chapeau qui les recouvre.

Plus tard j'ai milité et assumé des responsabilités au sein de l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens (UGTT) de même que j'ai participé à la création de l'Association Tunisienne des Femmes Démocrates (ATFD), mais cela est une autre histoire.

Aujourd'hui, bien des années après, et avec le recul, je peux dire avec une profonde conviction que, surtout à cette époque des années 1970, ma vie a été un conte de fées. Quant aux enseignements pour les générations qui nous ont suivies c'est à elles de les tirer et de les dire en toute franchise.

Pour finir, je me permets d'avoir une pensée pour mon mari, Moncef Zghidi pour son soutien indéfectible, et pour la confiance de mon père à condition, disait-il, que j'assume mes actes et leurs conséquences, une lueur de fierté illuminait son regard quand je répondais « J'assume ».

El-Khansa (dite Leila) Mkada-Zghidi